

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBÉRY

Chambéry, le 28 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**Société CARRIERES MBTP**  
200, Z.I. Le Jasmin  
73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20240717-RAP-InspCarrieresMBTP\_LaBalme-Complet  
Code AIOT : 0006101508

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 17/07/2024, dans l'établissement CARRIERES MBTP implanté LETRECHAUD 73170 La Balme. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre du « plan pluriannuel de contrôle » du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Dans ce cadre, une inspection documentaire a été réalisée en séance avec l'exploitant, suivie d'une visite de terrain.

A cette occasion, un point a été fait sur les suites données par l'exploitant aux demandes d'actions correctives formulées par le service d'inspection à l'issue de la visite d'inspection d'avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MBTP
- Lieu-dit « Letrechaud » 73170 LA BALME
- Code AIOT : 0006101508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 22/10/2018, la société SAS « MBTP-BOSVET » a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière d'éboulis calcaires à ciel ouvert et hors d'eau, pour une durée de 15 ans (remise en état finale comprise) et une production annuelle maximale de 30 000 tonnes (production annuelle moyenne de 25 000 tonnes).

Le site de la carrière, implanté en bordure de la route départementale RD 1516, est surplombé par une barre rocheuse (falaises) naturelle.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2020 portant modification des conditions d'exploitation d'une carrière, la société SAS « Carrières MBTP » a été autorisée à se substituer à la SAS « MBTP-BOSVET » pour la poursuite de l'exploitation du site. Des dispositions modificatives concernant la géométrie des merlons de protection bordant le site le long de la voie routière ont par ailleurs été prescrites.

L'exploitation du site est autorisée du 1er avril au 30 septembre (interruption durant la période hivernale compte tenu de l'augmentation du risque d'instabilité lié aux conditions météorologiques).

L'extraction du gisement est réalisée par campagnes (en fonction de la demande de matériaux). Les matériaux sont uniquement extraits au moyen d'une pelle mécanique depuis le haut de l'éboulis avant d'être jettés en contrebas puis repris en pied d'éboulis.

Une installation de traitement de matériaux mobile est également mise en œuvre sur site en tant que de besoin, également par campagnes.

**Thèmes de l'inspection :** - Phasage d'exploitation / Garanties financières ;  
- Sécurité de l'éboulis /fronts de taille (surveillance des instabilités);  
- Télédéclaration annuelle GEREP (déchets, "enquête annuelle carrière") ;  
- Entretien des abords de l'installation (espèces végétales invasives...).

**Contexte de l'inspection :** Plan pluriannuel de contrôle du service d'inspection ICPE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « **Faits sans suite administrative** » ;
- « **Faits avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « **Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète** » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, articles 8.2.2 et 8.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	<b>15 jours</b>
4	Contrôle du respect des valeurs limites de bruit et d'urgence	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 5.2.1	Demande d'action corrective	<b>8 mois</b>
5	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.2.4	Demande d'action corrective	<b>6 mois</b>
6	Lutte contre les espèces végétales invasives	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.3	Demande d'action corrective	<b>6 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4 (point V) et 7	Sans objet
3	Mesures de sécurité et de suivi des instabilités	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3 (modification article 7.2.3.2 AP 10/2018)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de confirmer que le suivi des instabilités présentes en surplomb de la carrière et dans la zone d'éboulis est réalisé de manière satisfaisante.

L'exploitant doit cependant s'assurer du libre accès aux dispositifs de surveillance (repères/cibles topométriques) vis-à-vis de la végétation environnante présente sur l'emprise du site.

Concernant cette dernière, des opérations d'élagage sont par ailleurs attendues afin de débroussailler les abords des limites du site et permettre ainsi de mieux matérialiser sur le terrain, les différents zonages réglementaires prescrits (limites de la zone d'extraction, limites administratives du périmètre ICPE (bornage parcellaire)).

Par ailleurs, l'exploitant devra d'une part, apporter des précisions concernant l'avancement des opérations d'extraction du gisement du site (phasage d'exploitation de l'éboulis) au regard du plan de phasage prévisionnel prescrit (retard à quantifier) et d'autre part, justifier, dans le même temps, du montant des garanties financières provisionnées à ce jour (note de calcul de l'actualisation du

montant à formaliser et à produire).

Enfin, cette inspection a montré que l'exploitant n'a pas respecté la périodicité fixée pour la réalisation des campagnes de mesures de bruit et de l'émergence.

Des demandes d'actions correctives ont été formulées en ce sens dans le présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, articles 8.2.2 et 8.2.4	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative – Justification du renouvellement / calcul d'actualisation	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<b>Article 8.2.2. Montant des garanties financières</b>	
Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans. L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les schémas d'exploitation et de remise en état figurant en annexes III et IV. Le montant de références des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est repris dans le tableau ci-après :	
<b>Période</b>	<b>Montant des garanties financières par phase quinquennale</b>
T0* + 5 ans	112 794 euros TTC
T0 + 10 ans	78 353 euros TTC
T0 + 15 ans	44 876 euros TTC Montant qui cours jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.
*: T0 est la date de promulgation du présent arrêté	
Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-I et suivants du Code de l'environnement et porte sur une durée minimale de 5 ans. [...]	
<b>Article 8.2.4. Renouvellement des garanties financières</b>	
Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-I et suivants du Code de l'environnement.	
<b>Article 8.2.5. Actualisation des garanties financières</b>	
Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1. Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.	
<b>Constats :</b>	
Le précédent acte de cautionnement solidaire produit par la société « Carrières MBTP », daté du 14/01/2019, couvrait la période du 22/10/2018 au 21/10/2023, pour un montant garanti de	

112 794 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 8.2.4, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un nouveau document au moins trois mois avant la date d'échéance des garanties.

Or, à fin 2023, aucun nouvel acte de cautionnement n'avait encore été transmis par l'exploitant.

A la demande du service d'inspection, l'exploitant a transmis, début janvier 2024, copie d'un acte de cautionnement solidaire daté du 19/09/2023 et couvrant la période du 22/10/2023 jusqu'au 21/10/2028 pour un montant garanti de 98 944 euros.

L'examen de ce document atteste que l'exploitant avait bien fait procéder au renouvellement de ses garanties avant l'échéance de l'acte de cautionnement alors en cours.

Pour autant, le montant garanti à ce jour ne correspond pas au montant des garanties prescrit par l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour la phase d'exploitation n° 1, à savoir 112 794 euros TTC.

Par ailleurs, dans le prolongement de la visite d'inspection d'avril 2023, l'exploitant avait confirmé, au travers d'une note de synthèse du 27/07/2023 et d'un plan d'exploitation à jour du 17/07/2023, accuser un retard dans l'exploitation de l'éboulis du fait notamment d'un redémarrage tardif de l'exploitation du site (intervenu en avril 2019) résultant de la mise en sécurité/conformité du site au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral ayant autorisé le renouvellement de l'autorisation d'exploiter (oscultation du massif, redimensionnement des merlons de protection bordant le site et la RD 1516).

Dès lors, au regard des justifications produites par l'exploitant, l'exploitation du gisement se situait toujours dans sa phase n° 1.

L'absence de production par l'exploitant d'une note de calcul relative à l'actualisation du montant des garanties, dans un contexte de diminution du montant des garanties prescrites, a été abordée en séance lors de la revue documentaire. La production d'un document justificatif a donc été sollicitée.

Il a également été rappelé à cette occasion à l'exploitant l'obligation de justifier du renouvellement effectif de ses garanties financières dans le délai prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier, **sous un délai de 1 mois** :

- De l'avancement des opérations d'extraction du gisement au regard du plan de phasage prévisionnel prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'octobre 2018 (délai estimé avant le démarrage de la phase n° 2) sur la base d'un plan d'exploitation à jour formalisant la ligne d'exploitation séparant les limites des phases n°1 et n° 2 ;
- Du montant des garanties financières souscrites à ce jour sur la base d'une note de calcul conforme aux dispositions de l'article 8.2.5 rappelées ci-avant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 2 : Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4 (point V) et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Applicatif GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 4 :</b> V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. <b>Article 7 :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. <b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, l'exploitant avait bien procédé à la télédéclaration annuelle relative aux émissions et aux transfert de polluants ainsi qu'aux déchets (applicatif ministériel GERE). Pour rappel, la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets au titre de l'année N doit intervenir au plus tard pour le 31 mars de l'année N + 1. Sagissant d'une carrière de matériaux, cette télédéclaration doit également comporter les informations relatives à "l'enquête annuelle carrière" mentionnées à l'article 4 susvisé. L'examen de cette télédéclaration lors de la revue documentaire avec l'exploitant appelle les remarques suivantes de la part du service d'inspection ICPE : <ul style="list-style-type: none"><li>• La production annuelle déclarée confirme un retard sur le phasage d'exploitation (au regard des productions maximale/moyenne prescrites) ;</li><li>• Comme développé au point de contrôle n° 4 ci-après, l'exploitant n'a pas respecté la fréquence des campagnes de mesures de bruit prescrite. De fait, la justification apportée par l'exploitant dans sa télédéclaration n'apparaît pas recevable ;</li><li>• Les valeurs saisies aux onglets « Activité extractive » (TP1) et « Transport des produits finis expédiés » (TP4) sont éronnées (erreur d'unité). Pour rappel, les tonnages produits et expédiés doivent être renseignés en Kilotonne (et non en tonne).</li></ul> Au jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait plus des droits d'accès à l'applicatif lui permettant de corriger sa télédéclaration. Le service d'inspection a donc pris note des données actualisées. Il a été demandé à l'exploitant de redoubler de vigilance lors de la saisie des données télétransmises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Mesures de sécurité et de suivi des instabilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3 (modification article 7.2.3.2 AP 10/2018)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques – Mesures générales de prévention et de protection contre le risque de chute de blocs
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le cadre du suivi de la stabilité de la carrière, l'exploitant met en place les éléments suivants : - [...] ; - Un suivi topographique des « cibles à visée théodolite » de manière à vérifier l'absence d'évolution des zones surveillées. La position de ces cibles sera relevée chaque année avant la remise en exploitation de la carrière de manière à contrôler l'évolution de masses surveillées. En cas de déplacement jugé important (mouvements > 2 cm sur les cibles situées dans les éboulis et > 0,5 cm sur les cibles de surplomb i18a et i18b), une visite d'inspection systématique par un géotechnicien permettra de définir un programme d'interventions sous la responsabilité de l'exploitant.

Toute chute de blocs de volume significatif (volume supérieur à 0,1 m<sup>3</sup>) pendant ou hors de la période d'exploitation sera systématiquement signalée au directeur d'exploitation. Ce dernier procédera alors à un examen visuel de la zone de départ et jugera de la nécessité de faire appel à un expert géotechnicien.

Les opérations de purges manuelles devront être répétées plusieurs fois au cours de l'exploitation de la carrière (à minima 1 fois/5 ans) ; cette périodicité pourra être abaissée en fonction des événements pouvant se produire sur le versant.

#### **Constats :**

Un suivi topographique des « cibles à visée théodolite », destiné à vérifier l'absence d'évolution des secteurs présentant des instabilités, a été mis en oeuvre par l'exploitant depuis 2019 avec l'accompagnement du bureau d'étude géotechnique SAGE.

Le réseau de surveillance se compose de 10 cibles topographiques mises en place selon l'implantation suivante :

- 4 cibles nommées C1 à C4 dans une zone de surplombs nommée i18 ;
- 5 cibles nommées C5 à C10 dans la zone d'éboulis.

La position de ces cibles est relevée annuellement, avant la remise en exploitation de la carrière, de manière à contrôler l'évolution de masses surveillées.

Six campagnes de mesures ont été réalisées à ce jour : 28/05/2019, 12/12/2019, 30/04/21, 12/04/22, 12/03/2023 et enfin 01/03/2024.

Pour rappel, suite aux constats opérés lors de la visite d'inspection d'avril 2023, il avait été demandé à l'exploitant de :

- Prendre les dispositions nécessaires afin que l'ensemble des dispositifs de mesure (repères topométriques) restent accessibles (les dispositifs C4 et C5 n'ayant pas pu être relevés en mars 2023 du fait notamment d'un masquage par la végétation environnante) ;
- Justifier sur la base d'une note SAGE et sous un délai de 15 jours, de l'absence de nécessité de procéder à un nouveau relevé des cibles, tel qu'évoqué en séance par l'exploitant le jour de l'inspection.

Par courriel en réponse du 27/07/2023, l'exploitant avait alors adressé une note technique SAGE du 17/07/2023. Ce document concluait à l'absence de nécessité de conduire une nouvelle campagne de mesures et actait la remise en état de la cible C5 au cours de l'automne 2023 (cette dernière ayant pivoté sur son axe et n'étant plus mesurable).

En séance, l'exploitant a présenté une note technique SAGE (Réf. JB-RP11943) du 04/04/2024 relative à la campagne de suivi des cibles réalisée le 01/03/2024.

L'examen de ce document montre que :

- L'analyse de la stabilité des éboulis a été complétée par des observations de terrain réalisées le 02/04/24 ;
- la cible C2, positionnée sur la partie structurellement la plus menaçante du surplomb i18, n'a pas pu être relevée lors de cette campagne du fait d'un problème interne sur la cible (moisissure à l'intérieur du prisme de mesure). Une nouvelle cible a été remise en place le 02/04/24 pour les futurs relevés ;
- La cible C4 n'était plus mesurable depuis plusieurs relevés du fait d'un impact de chutes de pierres (et non de végétation comme suspecté initialement). Cette cible a finalement été remplacée le 02/04/2024. De plus, une nouvelle cible nommée C4 bis a été mise en place dans une zone mieux protégée des chutes de pierres (3 mètres à droite de la cible C4 originelle) ;
- La cible C5 n'a également pas pu être relevée car elle était à nouveau tournée suite à l'impact résultant de chutes de pierres. Une nouvelle cible a été mise en place sur le même bloc (mais dans une zone légèrement plus protégée).
- Les données collectées indiquent que la zone de surplomb n'est pas affectée par des mouvements significatifs de basculement depuis 2019 puisque les valeurs obtenues sont à l'intérieur ou proche des incertitudes de mesures.

L'analyse des cibles topographiques depuis mai 2019 ne montre pas d'évolution significative de la zone en surplombs et de la zone d'éboulis qui dominent la carrière.

Par ailleurs, les observations de terrain réalisées par SAGE confirment que les évolutions de la zone d'éboulis sont peu importantes :

- Aucune fissuration du terrain ou amorce de basculement de la casquette végétale n'a été observée ;
- Le surcreusement des couloirs d'éboulis évoqués dans les précédents compte rendu ne s'est pas accentué de manière significative depuis mars 2023 ;
- Quelques arrivées de blocs de 50 litres maximum ont été observées au niveau du carreau de la carrière mais aucun bloc de volume significatif (> 50 l).

Dès lors, au regard de ce qui précède, le risque d'un départ en masse dans les éboulis étant jugé faible à court terme par SAGE, la poursuite de l'activité de la carrière peut se dérouler normalement jusqu'à la campagne de mesures du printemps 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Contrôle du respect des valeurs limites de bruit et d'émergence

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 5.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques – Niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel précité. Ces mesures sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une campagne de mesure de bruit est réalisée après la mise en service complète des installations puis tous les 2 ans conformément à la réglementation en vigueur.

Le plan de localisation des points de mesure figure en annexe V du présent arrêté. Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

**Constats :**

L'activité du site ayant été très réduite sur les années 2019/2020, l'exploitant n'a fait procéder à une campagne initiale de mesure des niveaux de bruit que le 01/07/2021.

L'examen du rapport émis par le bureau Antéagroup en date du 19/07/2021 avait alors montré que ces mesures avaient été réalisées à l'occasion d'une campagne d'extraction de matériaux (pelle mécanique en action sur le carreau sommital de la carrière) et au moyen d'un réseau de surveillance composé de 3 points (un point LP1 en limite de propriété, à l'entrée du site et deux points en zone à émergence réglementée ZER A (hameau des Ecoffiés) et ZER B (quartier du Cadet). Le rapport de synthèse transmis par l'exploitant (rapport Antéagroup du 19/07/2021) avait alors conclut au respect des valeurs limites fixées par la réglementation.

En séance, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une nouvelle (seconde) campagne de mesure visant au contrôle du respect des valeurs limites de bruit et d'émergence prescrites.

Il a été rappelé à l'exploitant la fréquence réglementaire de deux ans qui s'applique à l'issue de la campagne de mesure initiale. Ce dernier a alors évoqué des problèmes de planification entre l'agenda du bureau d'étude acoustique et les dates effectives des campagnes de traitement des matériaux sur le site.

L'exploitant s'est cependant engagé à faire réaliser ces mesures dès la première campagne de



traitement de matériaux de la saison d'exploitation 2025 (représentativité du fonctionnement des activités du site la plus défavorable).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Compte tenu de la fermeture annuelle du site (octobre 2024) et de son fonctionnement par campagnes, l'exploitant fera procéder, <b>dès la première campagne de concassage/criblage sur site (programmée pour juin 2025)</b> , à la réalisation, par un organisme qualifié et dans des conditions représentatives du fonctionnement des activités du site, à une nouvelle campagne de mesure afin d'attester du respect des valeurs limites de bruit et d'émergence prescrites. Un rapport de synthèse sera adressé au service d'inspection ICPE <u>sous un délai de 15 jours après réception par l'exploitant du rapport du bureau d'étude acoustique.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

## N° 5 : Distances limites et zones de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques – Bande de retrait des 10 mètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.  De plus, l'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.  Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
<b>Constats :</b> Une visite de terrain a été réalisée en présence de l'exploitant suite au contrôle documentaire.  Les constats visuels opérés témoignent d'une colonisation grandissante de la végétation de part et d'autre de l'éboulis, notamment au droit des limites Nord mais surtout Sud du site.  La limite parcellaire Sud du périmètre autorisé était inaccessible au jour de l'inspection du fait d'une végétation trop dense (arbustes, ...) quand la zone réglementaire de retrait des 10 mètres était comblée par cette même végétation.  De fait, l'exploitant s'est montré hésitant quant à la délimitation précise, sur le terrain, de la zone d'extraction (ie le respect de la bande de retrait des 10 mètres) au droit de la plateforme sommitale.  Des précisions ont alors été sollicitées auprès du chef de carrière. Le respect de cette limite a ainsi pu être vérifié (notamment sur la base du plan d'exploitation présenté et à jour du 13/12/2023).  La présence de végétation masquant partiellement une cible topométrique ainsi que les panneaux de signalisation implantés en bordure de piste (informant de la présence d'une piste disposant d'une pente > 31 % et dès lors réservée aux engins sur chenilles) à également été relevée.  Enfin, quelques piquets en bois peints ont été localisés dans l'éboulis mais là encore, ces derniers étaient masqués par la végétation.  L'exploitant a alors mis en avant une progression marquée de la végétation due aux conditions météorologiques favorables rencontrées sur l'année 2024.  A noter cependant que les merlons bordant la route départementale et matérialisant la limite Ouest du site avaient fait l'objet d'une campagne de débroussaillage (clôture et panneaux d'information bien dégagés et visibles par les tiers).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Du fait des difficultés rencontrées pour visualiser, sur le terrain, la délimitation/matérialisation des limites réglementaires prescrites (et bien que le respect du périmètre de la zone d'extraction ait pu finalement être acté in-situ), il est demandé à l'exploitant de faire procéder, avant le redémarrage de la campagne d'extraction 2025 et **sous un délai n'excédant pas 6 mois** :

- A une campagne de débroussaillage/élagage des abords des limites périphériques de la zone d'extraction ainsi que du périmètre administratif ICPE autorisé ;
- A la matérialisation des limites de la zone de retrait des 10 mètres de manière plus explicite qu'elle ne l'est à ce jour ;
- A la matérialisation des bornes implantées en limites du périmètre d'autorisation ICPE de manière plus explicite qu'elle ne l'est à ce jour.

L'exploitant justifiera auprès du service d'inspection de la bonne exécution de cette campagne de débroussaillage.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 6 mois

## N° 6 : Lutte contre les espèces végétales invasives

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.3

**Thème(s)** : Risques chroniques - Buddleia

### Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions pour lutter contre la prolifération des espèces végétales invasives.

En cas d'apparition d'ambrosie sur la carrière, celle-ci devra être éliminée. Compte tenu de son mode de développement, les actions visant à sa destruction seront de préférence réalisées avant le 1er juillet et en aucun cas après le 15 août de chaque année. En effet, toute action mécanique sur les plants en dehors de cette période ne ferait qu'accentuer la dispersion des pollens. Le moyen de lutte contre sa reprise consiste à végétaliser les terres décapées.

En cas d'apparition de Renouée du Japon sur la carrière, l'exploitant mettra en place les mesures suivantes :

- Enlèvement des plants de Renouée présents sur le site avant les travaux d'extraction par terrassement des parties racinaires avec une pelle mécanique ;
- Stockage des fragments de Renouée sur une zone identifiée ;
- Enfouissement de ces fragments sous une hauteur minimale de matériaux de 7 mètres.

En cas d'apparition de Buddleia sur la carrière, des opérations de coupe ou de fauche répétées avec exportation des résidus hors site seront menées de sorte d'éviter toute prolifération.

### Constats :

Come évoqué au point de contrôle précédent, la présence d'une végétation dense a été relevée en divers secteurs de l'éboulis.

A cette occasion, la présence de nombreux pieds de Buddleia en fleurs a notamment été relevée.

Les constats opérés témoignent d'une présence accrue de l'espèce d'année en année sur ce site.

Il a été rappelé à l'exploitant l'obligation faite de lutter efficacement contre la prolifération de cette espèce végétale répertoriée comme invasive.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour lutter efficacement contre la prolifération des espèces végétales invasives sur l'emprise de son site et notamment le Buddleia.

A cet effet, l'exploitant justifiera, **sous un délai de 6 mois**, de la réalisation effective d'une campagne de coupe/désouchage avec exportation des résidus hors site.

Pour rappel, ces opérations doivent être réalisées autant de fois que nécessaire et avant la floraison pour empêcher la formation des graines et donc la propagation de la plante.

<p>En tout état de cause, ces opérations seront conduites sous la responsabilité de l'exploitant et dans le respect des autres réglementations en vigueur susceptibles de s'appliquer par ailleurs au site.</p> <p>L'exploitant rendra compte au service d'inspection de toute difficulté rencontrée dans la bonne application de cette action corrective.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois